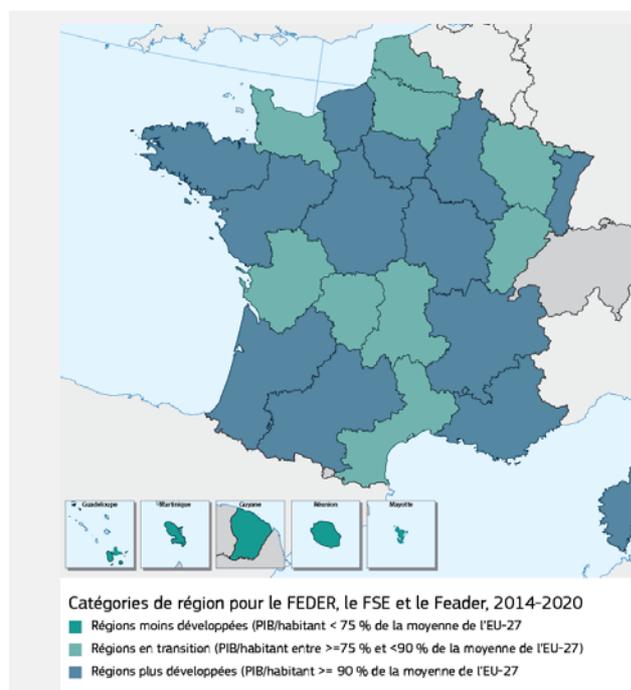


LES FONDS STRUCTURELS ET D'INVESTISSEMENT EUROPÉENS¹



FRANCE

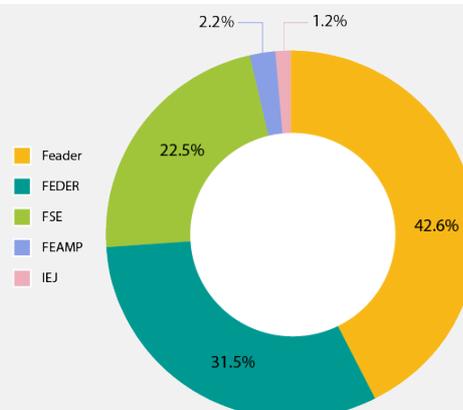
Avec un budget de 454 milliards d'EUR pour 2014-2020, les Fonds structurels et d'investissement européens (Fonds ESI) sont le principal instrument de la politique d'investissement de l'Union européenne. Les Fonds ESI regroupent cinq fonds: le Fonds européen de développement régional (FEDER); le Fonds social européen (FSE); le Fonds de cohésion (FC); le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader); et le Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP). La France, conjointement avec 19 autres États membres, bénéficiera également de l'initiative pour l'emploi des jeunes (IEJ).



Dans le cadre de 83 programmes nationaux, interrégionaux et régionaux, 26,73 milliards d'EUR provenant des Fonds ESI ont été attribués à la France au cours de la période 2014-2020. Avec une contribution nationale de 19,04 milliards d'EUR, la France dispose d'un budget total de 45,77 milliards d'EUR qui doivent être investis dans différents domaines, notamment pour créer des emplois et stimuler la croissance, favoriser la transition vers une économie sobre en carbone ou encore soutenir la compétitivité des PME et renforcer la recherche et le développement dans un climat d'affaires propice à l'innovation.

BUDGET DES FONDS ESI POUR LA FRANCE (2014-2020)²

- 11,38 milliards d'EUR au titre du Feader
- 8,43 milliards d'EUR au titre du FEDER
- 6,03 milliards d'EUR au titre du FSE
- 588 millions d'EUR au titre du FEAMP
- 310 millions d'EUR au titre de l'IEJ



¹ Les données incluses dans cette fiche d'information sont extraites de la plateforme de données ouvertes pour les Fonds ESI <https://cohesiondata.ec.europa.eu/>. Les données relatives à la réalisation des objectifs reposent sur des indicateurs communs convenus de manière officielle, ou pour le FSE, des indicateurs spécifiques aux programmes (date de référence des données: novembre 2015).

² Seuls les États membres qui ont un revenu national brut (RNB) par habitant inférieur à 90 % de la moyenne de l'UE bénéficient du Fonds de cohésion. La France ne remplit pas cette condition pour bénéficier du Fonds de cohésion.

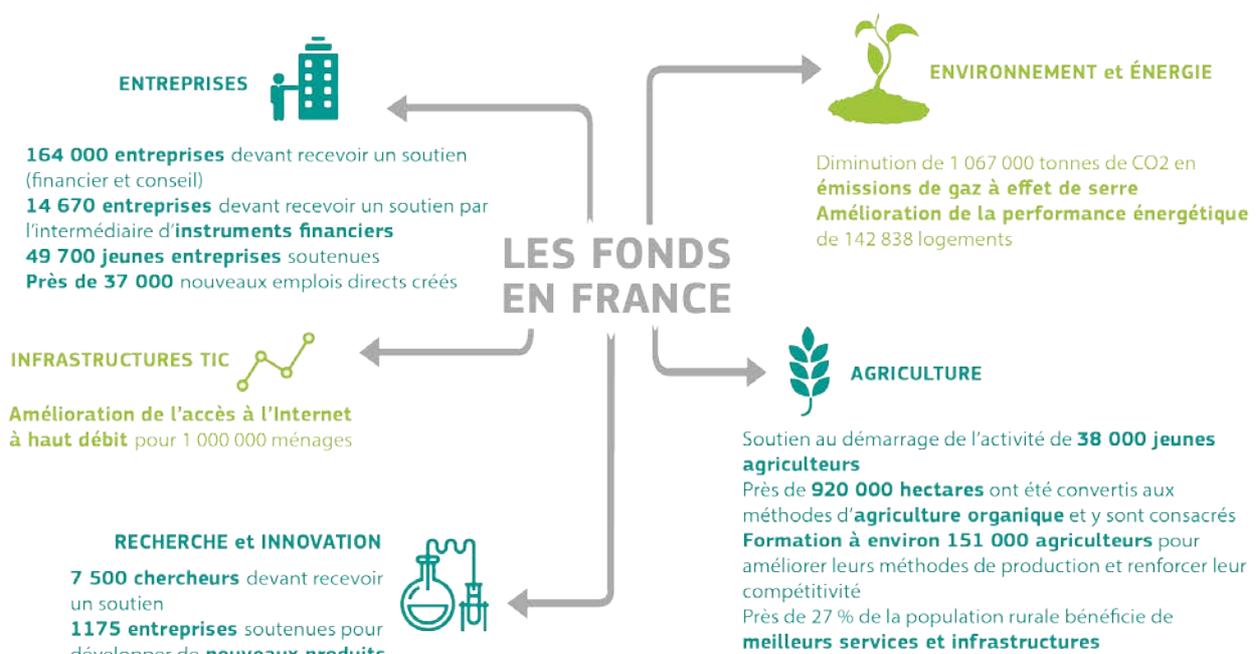
PRINCIPALES PRIORITES ET OUTILS TERRITORIAUX

EN FRANCE, LES FONDS ESI:

- renforceront la recherche, le développement technologique et l'innovation tout en assurant l'accessibilité, l'utilisation et la qualité des technologies de l'information et de la communication;
- soutiendront les PME (y compris dans les secteurs de l'agriculture, de la pêche et de l'aquaculture en mer) en donnant aux entreprises un meilleur accès aux financements et en leur permettant de produire des biens et services de valeur élevée;
- promouvoir l'emploi, l'inclusion sociale, combattront la pauvreté et soutiendront la mobilité de la main-d'œuvre. L'accent sera fortement placé sur l'intégration des jeunes par l'intermédiaire de l'IEJ et des efforts seront particulièrement déployés pour encourager les jeunes à créer une entreprise;
- protéger l'environnement en soutenant la transition vers une économie sobre en carbone, notamment par des investissements dans l'efficacité énergétique, en développant les énergies renouvelables et des transports urbains propres, et en soutenant les méthodes de production agricole plus respectueuses des ressources naturelles;
- permettront l'utilisation d'instruments financiers visant à soutenir les TIC et l'utilisation rationnelle des ressources;
- faciliteront le développement de villes par des actions intégrées en faveur du développement urbain durable et soutiendront les stratégies de développement ascendantes dans les zones rurales.

CIBLES

Tous les fonds visent à soutenir le développement socio-économique de la France. Les résultats escomptés (cibles) donnent une idée générale de la progression attendue de la France au regard de paramètres clés d'ici 2020.



COMMENT LA FRANCE ATTEINDRA-T-ELLE LES RESULTATS ESCOMPTES?

La France s'emploiera à dépenser les fonds de l'UE de manière efficace sur la base d'une approche multidimensionnelle.

REMPLIR LES CONDITIONS PREALABLES A L'UTILISATION EFFICACE ET EFFICIENTE DES FONDS ESI

Pour veiller à ce que les Fonds ESI soient utilisés efficacement et se concentrent sur les résultats, la Commission a fixé un certain nombre de conditions préalables à l'octroi de Fonds ESI aux États membres.

Le principal objectif de ces conditions, également appelées «conditions ex ante», est d'aider tous les États membres et leurs régions à aborder des questions qui, comme l'expérience l'a montré, se sont révélées particulièrement importantes pour la mise en œuvre efficace des Fonds. Ces principes pourraient être liés, par exemple, à la mise en œuvre de la législation de l'UE, au financement de projets stratégiques de l'UE ou à l'évaluation administrative et à la capacité institutionnelle.

Ces conditions ex-ante portent sur la plupart des domaines d'investissement: les améliorations apportées aux stratégies de recherche-innovation régionales, ainsi que les plans stratégiques liés à la protection de l'environnement, aux ressources énergétiques, au transport, à l'inclusion socio-économique, aux services de santé, à l'éducation et à la formation.

ENCOURAGER L'UTILISATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS ET DES OUTILS TERRITORIAUX

- La France triplera le volume des prêts, du capital-risque et des prises de participation destinés en particulier aux PME et à l'efficacité énergétique.
- Elle devrait envisager des instruments financiers visant à soutenir les TIC et l'utilisation rationnelle des ressources.
- Le pays promouvra le développement urbain durable au moyen d'actions intégrées visant à faciliter le développement des villes.
- Le Feader continuera de soutenir des stratégies de développement ascendantes dans les zones rurales également concernées par l'initiative LEADER.

SIMPLIFICATION POUR LES BENEFICIAIRES

La réduction des charges administratives pour les bénéficiaires comprend l'utilisation accrue des paiements uniques, des options simplifiées en matière de coûts pour rembourser les dépenses, la rationalisation des processus, l'homogénéité des mesures et une visibilité accrue de la valeur ajoutée de l'UE.

EXEMPLES DE REUSSITES: QUELQUES PROJETS AYANT UTILISE LES FONDS ESI 2007-2013

LE MONT SAINT-MICHEL CIBLE L'ECOTOURISME

Des plans visant à remettre en avant l'aspect maritime du Mont Saint-Michel sont en cours de mise en œuvre. Un nouvel accent est placé sur l'héritage architectural et naturel de la région. Une biodiversité accrue, la recherche d'un tourisme de qualité et le souci du développement économique durable sont les priorités de cet énorme projet. La première étape du projet (2000-2006) a été consacrée à la construction d'un barrage sur le fleuve Couesnon afin rendre le fond marin plus profond et d'abaisser le niveau des plages de galets. La deuxième étape (2007-2013) impliquait la construction de digues fluviales et d'un bassin de 770 000 m³ dans la zone même de la baie, et dans la zone d'accès au Mont. La route et le parc de stationnement situés au pied de l'abbaye ont été supprimés, et l'accès est désormais assuré par un nouveau pont côté mer, ainsi que par une passerelle piétonne de 756 mètres de long. Le pont sera utilisé exclusivement par les navettes et les voitures tirées par des chevaux, ce qui permettra de mettre fin à la pollution occasionnée par le passage et le stationnement des véhicules au pied du Mont.

Budget total: 210 600 000 EUR

Contribution du budget de l'UE au projet au titre du FEDER: 10 031 150 EUR

Pour en savoir plus: http://ec.europa.eu/regional_policy/fr/projects/major/france/mont-saint-michel

NOUVEAU RESEAU DE TRANSPORT PUBLIC EN MARTINIQUE

Une route à double sens de 14 kilomètres de long a été conçue afin d'optimiser la voie de service et l'accès interurbain. L'objectif est de combattre l'encombrement du trafic entre deux grandes villes, Fort-de-France et Lamentin, et de réduire l'empreinte carbone de la région. Le projet a eu de larges retombées économiques et sociales et a permis d'améliorer les conditions de circulation d'environ 70 % de la population de la Martinique, soit quelque 274 000 personnes. En outre, la nouvelle installation réduira le temps de déplacement d'environ 15 minutes. Le projet «Transport Collectif en Site Propre de Martinique Phase II» (TCSP), qui encourage les utilisateurs de voitures à emprunter les transports publics, a permis de créer 2000 emplois durant les travaux de construction.

Budget total: 317 557 914 EUR

Contribution du budget de l'UE au projet au titre du FEDER: 66 200 000 EUR

Pour en savoir plus: http://ec.europa.eu/regional_policy/fr/projects/france/new-public-transport-network

DES STRATEGIES DE DEVELOPPEMENT LOCAL ASCENDANTES SONT ADOPTEES EN BOURGOGNE (LEADER)

Les stratégies de développement local de neuf groupes d'action locale LEADER ont bénéficié d'un soutien en Bourgogne. Près de 540 projets locaux consistant notamment à améliorer les services destinés à la population rurale, protéger et améliorer l'héritage culturel et naturel des villages, encourager le tourisme rural et développer des microentreprises ont été entrepris dans des régions très différentes.

Budget total: EUR: 45 600 000 EUR

Contribution du budget de l'UE au projet au titre du Feader: 13 600 000 EUR

Pour en savoir plus: <http://www.territoires-bourgogne.fr/>

DONNER AUX JEUNES LA CONFIANCE DE PROSPERER

En France, des jeunes chômeurs de longue durée dans la région du Limousin ont reçu des conseils pour leur mettre le pied à l'étrier sur le marché du travail et trouver des options de formation adaptées. Le projet SAS était destiné à des personnes de moins de 26 ans qui recherchaient un emploi depuis plus d'un an. Le projet leur a offert un programme de trois mois visant à leur donner confiance et à accroître leur motivation personnelle dans l'objectif de développer des compétences de travail en équipe. Les participants ont également été encouragés à s'informer dans différents domaines de travail et à rechercher activement de plus amples informations en contactant les entreprises et les chambres de commerce locales. Tout au long du processus, le projet SAS a offert un encadrement et fourni des informations sur les options de formation. Dans le cadre du projet, une bourse de 340 EUR par mois a également été octroyée à chaque participant pour la durée du cours, ainsi que 300 EUR en dépenses.

Budget total: 940 000 EUR

Contribution du budget de l'UE au projet au titre du FSE: 224 000 EUR

Pour en savoir plus: <http://ec.europa.eu/esf/main.jsp?catId=46&langId=fr&projectId=1141>

LES FEMMES, L'EGALITE ET L'EMPLOI: LA LUTTE CONTRE LA DOUBLE DISCRIMINATION

Les femmes d'origine étrangère à la recherche d'un emploi doivent relever un double défi: combattre les stéréotypes liés à leur origine, ainsi que ceux liés à leur sexe. La société coopérative à intérêt collectif FETE (Femmes, Égalité, Emploi) soutient ces femmes en région bourguignonne dans leur recherche d'emploi et s'engage dans la lutte contre la discrimination à l'embauche. Les femmes bénéficient de services tels que des séances de coaching, des réunions thématiques et des parrainages d'employeurs.

Budget total: 180 3160 EUR

Contribution du budget de l'UE au projet au titre du FSE: 71 761 EUR

Pour en savoir plus: <http://ec.europa.eu/esf/main.jsp?catId=46&langId=fr&projectId=602>

DES RECIFS ARTIFICIELS POUR PRESERVER LES FONDS SOUS-MARINS DE LA BAIE DU PRADO A MARSEILLE

La Baie du Prado subit depuis plusieurs années un ensablement progressif. Le sable recouvre les rochers et condamne l'habitat de plusieurs espèces animales et végétales. Quelque 401 récifs artificiels de jusqu'à 30 m de profondeur ont été construits sur une surface de 220 hectares dans le cadre de ce projet.

Budget total: 4 740 000 EUR

Contribution du budget de l'UE au projet au titre du FEP: 1 814 038 EUR

(Durant la période 2007-2013, le FEAMP était appelé Fonds européen pour la pêche ou FEP)

Pour en savoir plus: <http://bit.ly/1XFsj9u>

EN SAVOIR PLUS SUR LES FONDS ESI EN FRANCE

- **Fonds ESI:** <http://ec.europa.eu/esif>
- **Plateforme de données ouvertes pour les Fonds ESI:** <https://cohesiondata.ec.europa.eu/countries/FR>
- **FEDER:** http://ec.europa.eu/regional_policy/fr/atlas/france
- **FSE:** <http://ec.europa.eu/esf/main.jsp?catId=380&langId=fr>
- **IEJ:** <http://ec.europa.eu/social/BlobServlet?docId=13468&langId=en>
- **Feader:** http://ec.europa.eu/agriculture/rural-development-2014-2020/country-files/index_en.htm
- **FEAMP:** http://ec.europa.eu/fisheries/cfp/emff/doc/op-france-fact-sheet_fr.pdf
- **Représentation de l'UE en France:** http://ec.europa.eu/france/index_fr.htm
- **Exemples de projet de l'UE:** http://ec.europa.eu/budget/euprojects/search-projects/list_en
- **Nous suivre sur Twitter:** @EU_Regional @EU_Social @EU_Agri @EU_Mare #ESIFunds